



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'une
cellule CPROU à la Maison d'arrêt de Bonneville**

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES AUVERGNE RHONE ALPES
Département des Affaires immobilières de Lyon
19 Rue Crépet
CS 70607
69366 LYON

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat.....	4
2 - Description des missions du maître d'œuvre	4
2.1 - APS.....	4
2.2 - APD	4
2.3 - PRO.....	6
2.4 - DCE	6
2.5 - EXE partiel 1	6
2.6 - ACT	7
2.7 - VISA	7
2.8 - DET	8
2.9 - AOR-GPA	8
1.10 - OPC.....	9
1.11 - SSI	9
3 - Sûreté pénitentiaire	10
4 - Contact.....	11
3 - Intervenants	12
3.1 - Conduite d'opération.....	12
3.2 - Contrôle technique.....	12
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	12
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	12
5 - Missions	13
6 - Durée et délais d'exécution.....	13
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	13
6.2 - Durée du contrat.....	13
7 - Prix.....	14
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	14
7.2 - Forfait de rémunération.....	14
7.3 - Modalités de variation des prix.....	14
8 - Avance	15
9 - Modalités de règlement des comptes	15
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	15
9.2 - Pourcentage de rémunération par élément	15
9.3 - Présentation des demandes de paiement	15
9.4 - Délai global de paiement	16
9.5 - Paiement des cotraitants	16
9.6 - Paiement des sous-traitants	16
10 - Engagement du maître d'œuvre	16
10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	16
10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux.....	18
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	18
11.1 - Présentation des livrables.....	18
11.2 - Emission des ordres de services	19
11.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	20
11.4 - Instruction des mémoires en réclamation.....	20
11.5 - Arrêt de l'exécution des prestations	20
11.6 - Achèvement de la mission	20
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
13 - Pénalités	21
13.1 - Pénalités de retard.....	21
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	21
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	22
14 - Assurances	22

15 - Résiliation du contrat.....	22
15.1 - Conditions de résiliation	22
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
16 - Règlement des litiges et langues	23
17 - Dérogations	23

1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent :
Marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'une cellule CPROU à la Maison d'arrêt de Bonneville (74).

Le présent marché s'inscrit dans le cadre du projet de création d'une cellule de protection d'urgence dite « CPROU » au sein de la maison d'arrêt de Bonneville (74). Le mode de dévolution des marchés de travaux est pressenti pour être en lots séparés, et sera validé au cours des études.

Le programme de l'opération est joint dans le DCE et décrit tous les attendus du maître d'ouvrage pour l'opération. L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de 75 000 € HT.

Lieu(x) d'exécution :
Maison d'Arrêt de BONNEVILLE Bois-Jolivet B.P. 137
74136 BONNEVILLE

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

2 - Description des missions du maître d'œuvre

2.1 - APS

Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont pour objet principal de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées,
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation,
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Sur la base de la solution retenue par le maître de l'ouvrage, le titulaire aura toujours comme objectif de maintenir le coût de son APS dans les limites financières de l'opération.

Livrables

- Notice technique précisant :
 - o La fonctionnalité des solutions proposées,
 - o Les choix principaux de matériaux,
- Le choix des grands principes constructifs.
- En tant que de besoins, de croquis, phasage spatial et schémas explicatifs,
- Un calendrier prévisionnel et un phasage spatialisé,
- Une estimation du coût prévisionnel des travaux.

Le maître d'œuvre doit communiquer en temps utile un dossier APS au contrôleur technique et au coordonnateur SPS et tenir compte de leurs observations éventuelles.

Réunions

- Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées,
- Les études d'APS sont présentées à l'établissement et au maître d'ouvrage pour approbation,
- Une visite sur site est à prévoir, au minimum
- Des réunions mensuelles avec la maîtrise d'ouvrage sont à prévoir.

Les documents remis sont des aides à la décision pour le maître d'ouvrage, ils doivent donc être détaillés, précis, et synthétiques. Ils doivent dès la phase APS intégrer l'ensemble des contraintes pénitentiaires ayant un impact sur l'opération (phasage, coût, méthodologie).

La MOA valide les dossiers d'études APS sous 2 semaines. Des reprises de dossiers peuvent avoir lieu à la suite des échanges et des validations des différents acteurs.

2.2 - APD

Le titulaire tiendra compte de tous les éléments modifiés issus des études APS, du rapport de la maîtrise d'ouvrage sur l'APS et des rapports du CT et CSPS.

Le cadre des études d'avant-projet définitif est donné par l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet définitif (APD), fondées sur l'avant-projet sommaire (APS) approuvé par le maître de l'ouvrage, ont pour objet notamment de :

- Valider les principes constructifs développés en phase APS pour répondre aux contraintes de l'existant,
- Définir les matériaux,
- Vérifier le respect des réglementations (sécurité),
- Proposer un plan d'organisation et de phasage du chantier,
- Valider en plans et coupes les solutions retenues.

Livrables

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes de l'ouvrage et carnet de détails architecturaux,
- Schéma des principes des installations,
- Notice technique précisant :
 - o La fonctionnalité des solutions proposées,
 - o Les choix principaux de matériaux,
 - o Le choix des grands principes constructifs,
 - o Descriptif détaillé des solutions techniques retenues.
- Méthodologie d'intervention proposée et phasage des travaux,
- Justification du choix d'allotissement des marchés travaux,
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés,
- Comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions retenues à ce stade de la mission.

Le maître d'œuvre doit communiquer en temps utile un dossier APD au contrôleur technique et au coordonnateur SPS et tenir compte de leurs observations éventuelles.

L'avant-projet définitif constitue le support de l'engagement contractuel du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

L'APD doit définir sans ambiguïté, sans laisser de question en suspens et de façon cohérente la totalité des prestations qui seront incluses dans les marchés de travaux. Les choix à opérer doivent être effectués dans le cadre d'échanges réguliers et de décisions intermédiaires. Des reprises de dossiers peuvent avoir lieu suivant les échanges et les validations avec les différents acteurs.

En phase APD les éléments suivants doivent impérativement être définis et présentés à l'établissement :

- Modalités de livraison (moyens, fréquence, durée ...),
- Lieu de stockage et moyen de sécurisation du matériel, des outils et des matériaux,
- Lieu de base vie et sa sécurisation,
- Organisation de la phase transitoire - impact détention (bruit, préparation repas, transferts détenus, cheminements, parloirs ...),
- Évacuation des gravats,
- Impact RH,
- Horaires de travail,
- Trames des documents qui seront produits à destination de l'établissement en phase travaux.

Dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre, le titulaire a sa charge la constitution de tous les dossiers de demandes administratives préalables aux travaux (déclaration préalable, information des services instructeurs, ...).

Réunions

- Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées,
- Point organisation pénitentiaire avec le chef d'établissement,
- Des visites sur site sont à prévoir,
- Des réunions mensuelles avec la maîtrise d'ouvrage sont à prévoir.

2.3 - PRO

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans et coupes, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre,
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré,
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Livrables

Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet (lots techniques et architecturaux) sous forme de plans et coupes de l'ouvrage à l'échelle de 1/50.
- Plan de principe d'installation de chantier, d'accès et de cheminement de chantier.

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots.
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi.
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.
- Comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
- Document de préconisations liées à la sûreté pénitentiaire et adapté à l'opération (modalité d'accès, de livraison, de stockage, horaires spécifiques, consignes de sécurité ...).

Réunions

- Les études de projet sont présentées à l'établissement et au maître d'ouvrage pour approbation,
- Des réunions mensuelles avec la maîtrise d'ouvrage sont à prévoir.

2.4 - DCE

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP, de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage :

- le CCTP commun à tous les lots et les CCTP propre à chaque lot le cas échéant,
- les cadres des devis quantitatifs détaillés permettant aux entreprises de les renseigner par les prix, pour former les décompositions du prix global forfaitaire ou les détails estimatifs. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le maître d'œuvre et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire établis par le maître d'œuvre,
- les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.),
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE) par lot,
- le plan d'installation de chantier,
- les pièces graphiques constituées des plans généraux et des plans propres à chacun des lots.

2.5 - EXE partiel 1

Le MOE devra au titre de cette mission :

La fourniture des DPGF renseignés des quantités pour faciliter le travail de réponse des entreprises. Il devra être exigé des entreprises qu'elles vérifient les quantités dans le cadre des prix globaux et forfaitaires.

Élaboration du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot et corps d'état, à l'échelle de la semaine en tenant compte et explicitant :

- Les délais nécessaires aux principaux approvisionnements,
- Les phasages techniques et fonctionnels des travaux par zone. Les phases particulières pourront faire l'objet de plannings spécifiques et détaillés sur demande du Maître d'Ouvrage : liaison avec l'existant, réhabilitation de l'existant, site occupé, ...
- Les périodes des opérations préalables à la réception,
- La période de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux.

Dans cette hypothèse d'EXE partiel, l'élément de mission VISA est également partiel.

2.6 - ACT

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale,
- préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues,
- analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux,
- préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Livrables

- Rapport d'analyse des candidatures,
- Projet de réponses aux questions des candidats,
- Rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres.

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

Réunions

Le maître d'œuvre assiste aux différentes réunions d'ouverture des plis et de choix des entreprises.

2.7 - VISA

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement, réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Le maître d'œuvre doit :

- L'examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre,
- L'établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution,
- L'examen et l'approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux,
- L'arbitrage technique et architectural relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs,
- L'examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par les entrepreneurs,
- L'examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par les entrepreneurs.

2.8 - DET

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux,
- délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général,
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Le maître d'œuvre doit :

- L'organisation et direction des réunions de chantier,
- L'établissement et diffusion des comptes rendus après validation de l'AMO pilote,
- L'établissement des ordres de service,
- L'état d'avancement général des travaux à partir du planning général,
- L'information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables, communication avec le chef d'établissement,
- L'examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
- L'établissement de comptes rendus d'observation,
- La synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage,
- La vérification des décomptes mensuels et finaux et l'établissement des états d'acompte,
- L'examen des devis de travaux complémentaires et établissement de fiche de travaux modificatif,
- L'avis sur les projets d'avenant,
- L'examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
- L'établissement du décompte général.

La présente mission comprend les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante le cas échéant (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

Des réunions mensuelles avec la maîtrise d'ouvrage sont à prévoir.

2.9 - AOR-GPA

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux, les OPR dans le cadre de cette opération seront réalisées au fur et à mesure de la libération des locaux car nous travaillons en site occupé, une méthodologie devra être proposée,

- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage,
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution et fiches techniques remis par l'entrepreneur.

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Organise les réunions de contrôle de conformité,
- Établit par corps d'état ou par lot la liste des réserves,
- Propose au maître d'ouvrage la réception.

État des réserves et suivi :

- Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

Dossier des ouvrages exécutés :

- Le maître d'œuvre constitue le Dossier des Ouvrages Exécutés, conformément au modèle transmis par le MOA en annexe.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement :

- Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

3 réunions de GPA sont à prévoir, une, 1 mois après réception, une, 4 mois après réception et une, 1 mois avant la fin de l'année de GPA.

1.10 - OPC

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités,
- pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, y compris avec les autres chantiers sur site,
- pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Pour ce faire, le titulaire est chargé :

Pendant la phase de préparation des travaux

- de regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- de mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- de planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,
- de planifier les travaux.

Pendant la période d'exécution des travaux

- de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation et au cadre de sûreté de l'établissement,
- de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
- de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus
- de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards
- d'apprécier l'origine des retards.

Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :

- d'établir la planification des opérations de réception,
- de coordonner et piloter ces opérations,
- de pointer l'avancement des levées de réserves.

1.11 - SSI

La mission rendue obligatoire par l'arrêté du 2 février 1993 (applicable en juin 1993), imposée de plus en plus souvent par les commissions de sécurité comprend, conformément au paragraphe 12 de la NF S 6193 :

A. Dossier d'identité du SSI :

Afin de permettre la réception du SSI ainsi que son exploitation future, un dossier technique dénommé "Dossier d'identité du SSI", doit être établi par la personne chargée de la coordination. Ce dossier doit comporter, au minimum, les informations suivantes qui sont représentées sur des plans spécifiques (indépendants du DCE), à fournir généralement un mois avant le début des travaux.

- Zones de Détection (Z.D.) avec identification des détecteurs et/ou des Déclencheurs Manuels (D.M.) correspondants.
- Zones de Mises en Sécurité (Z.S.) avec identification des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.).
- Zones de Diffusion d'Alarme (Z.A.) avec identification des Diffuseurs d'alarme Sonore (D.S.) et/ou des Blocs Autonomes d'Alarmes Sonore (B.A.A.S.).
- Les corrélations entre les Z.D. / Z.S. du Centralisateur de mise en Sécurité d'Incendie (C.M.S.I.) pour le SSI de catégorie A et B et les dispositifs de commande (D.C.M., D.C.R.M., D.C.S.) et D.A.S. pour les catégories C, D, E.
- Les schémas de principe de l'installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au Dossier d'identité.

En fin de chantier le coordinateur SSI remet à jour le Dossier d'identité du SSI, supervise les essais et le cas échéant, participe à la commission de sécurité.

B. Le coordinateur SSI établit avec les entreprises retenues et les constructeurs des matériels choisis

C. Le coordinateur SSI établit l'équivalent d'un Dossier des Ouvrages Exécutés concernant non seulement les équipements actifs télécommandés par le C.M.S.I., mais également les éléments passifs comme les caractéristiques des fileries ou des matériaux employés pour la réalisation des conduits de désenfumage ou autres, afin de constituer une trace pour l'exploitation future des équipements de sécurité. Le dossier comprend :

- Liste des plans fournis par les installateurs (ces plans devant être annexés au dossier d'identité),
- Liste des matériels du SSI et les documentations donnant leurs caractéristiques,
- Certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs,
- Instructions de manœuvre,
- Document attestant la comptabilité entre le S.D.I. et le C.M.S.I.,
- Notice d'exploitation et de maintenance du SSI

3 - Sûreté pénitentiaire

Il sera nécessaire pour la bonne tenue de l'opération que le MOE dans sa phase APS prenne bien en compte les grands principes de sûreté pénitentiaire. Il travaillera en étroite collaboration avec le chef d'établissement et le Département Sécurité Détention.

Accès au site :

L'accès à l'établissement est soumis à une autorisation préalable. Toute demande devra être accompagnée d'une photocopie des pièces d'identité des personnes susceptibles d'accéder à l'établissement, et parvenir au moins 2 semaines avant la date de visite.

Une prise de rendez-vous avec la personne chargée du dossier est obligatoire pour pénétrer dans l'enceinte d'un établissement pénitentiaire.

Aucun portable n'est autorisé dans l'enceinte pénitentiaire. Les appareils photos sont autorisés, sous réserve d'envoi des références à l'établissement et acceptation de leur part.

Organisation des travaux :

Il faudra bien entendu prendre toutes les mesures de sécurité pour la réalisation des travaux : sécurité des travailleurs, du matériel, maintien des organes de surveillance et de sûreté.

Il sera nécessaire de définir un phasage de travaux permettant de maintenir un fonctionnement de l'établissement en toute sécurité, d'optimiser le déroulement du chantier et réduire le temps d'intervention et de condamnation des locaux.

La réalisation de travaux dans un site pénitentiaire implique une mise en place de personnel de surveillance (interne à l'établissement) pour gérer les entrées et sorties de personnel et matériel et pour surveiller le chantier.

Les intervenants extérieurs devront prendre en compte dans leur mode opératoire les contraintes et directives imposées par l'administration pénitentiaire.

Par ailleurs, il est précisé que le contexte pénitentiaire impose des solutions - tant en termes de bâti que d'équipement - basiques, robustes et de maintenance facile.

4 - Contact

Maîtrise d'Ouvrage :

Ministère de la justice - Direction Interrégionale des services Pénitentiaires (69) - Département des Affaires Immobilières (DAI)

Chef du département - MOA :
Philippe DROUHIN
philippe.drouhin@justice.fr

Chef adjointe de l'unité opérations - MOA :
Manon MIZZI
Manon.mizzi@justice.fr

Rôle :

- Initiation de la commande,
- Acceptation des offres et signature des marchés,
- Validation des différentes étapes de l'étude,
- Mise en place des crédits et assure le paiement des intervenants,
- Réception des travaux et des études,
- Réception des DOE et DIUO.

Autres services en lien avec la MOA :

- Département Sécurité et Détention (DSD)
- Département Système d'Information (DSI)

AMO pilote : Setec Organisation

Rôle :

- Gestion et pilotage des intervenants,
- Suivi des marchés de l'ensemble des acteurs,
- Reporting à la MOA et au chef d'établissement,
- Supervision du travail et contrôle de l'adéquation programme projet, des délais et de l'enveloppe financière.

Chargé d'opération - AMO pilote :
Camille GIRARD
disp.orga@setec.com

Établissement :

Maison d'Arrêt de Bonneville représenté par le chef d'établissement et son responsable technique. Le chef d'établissement devra être consulté tout au long de l'opération et devra être impliqué dans toutes les étapes du projet, que ce soit en phase conception ou réalisation. Sa validation est indispensable à la réalisation de l'opération.

Rôle :

- Validation de toutes les décisions liées à la sûreté impactant l'établissement, notamment les conditions d'intervention des travaux (site occupé, milieu pénitentiaire ...),
- Synthèse des besoins des utilisateurs,
- Amendement des documents d'étude,
- Avis sur les prestations et sur l'organisation des travaux,
- Suivi des travaux au niveau de la sûreté et de l'accompagnement,
- Participation aux OPR.

Les travaux étant réalisés en site occupé et laissant l'établissement en fonctionnement. Il sera certainement nécessaire de prévoir des limitations d'accès de certaines zones. Cela sera possible mais devra être préparé en amont avec l'établissement et devra intégrer les contraintes de l'établissement.

Chef de l'établissement :
Jean-Philippe VABRE
Référént technique :
Joel KRZACZKOWSKI

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même, accompagné par setec organisation (AMO Pilote).

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement, pour la réalisation des missions suivantes :

Bases : L, S (SEI) / Complémentaires : PS+F+LE+AV+GTB+ENV+HYS+VI

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Gestion des documents :

" Les documents transmis dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans, ...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés. Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la notification de la décision de la personne adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruit par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent. "

Sécurité Pénitentiaire :

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus "

Intervention sur site :

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

5 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique. Le détail des éléments de missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
EXE1	EXE partielle (Planning DPGF) EXE partielle (Planning DPGF)
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
SSI	Coordination sécurité incendie

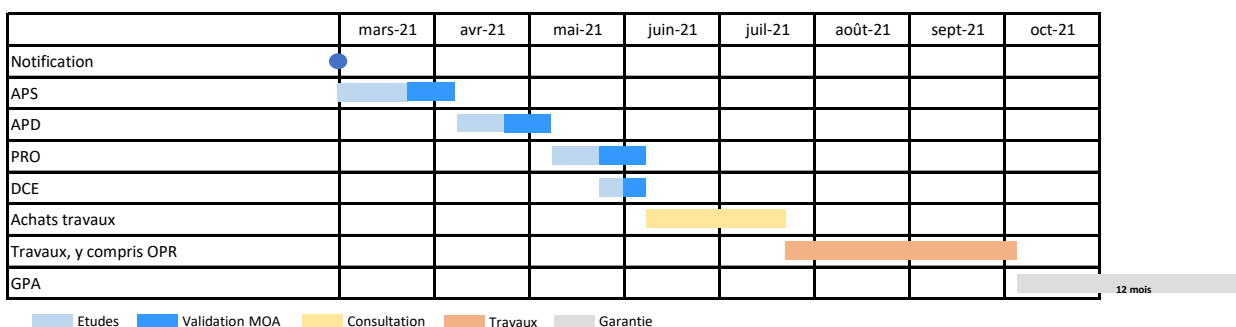
Pour la mission OPC, délais de mission :

- planning initial à fournir au plus tard au début de la période de préparation du chantier,
- compte rendu hebdomadaire à fournir 48 h au plus tard après la tenue de la réunion de chantier
- plannings actualisés et mesures correctives préconisées à fournir 48 h au plus tard après le constat de retard, global ou partiel, en général annexé au compte rendu

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 08/03/2021. La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/10/2022.



6.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Mars 2021 - Septembre 2022, y compris 12 mois de GPA

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

BT ING : Index divers dans la construction - Ingénierie

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité.

Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

7.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD. Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Clauses de réexamen :

Si des aléas relatifs à l'amiante, à la structure du sol, à la présence de réseaux en sous-sol ou aux conditions d'intervention en site pénitentiaire, devaient se concrétiser malgré les études préalablement menées, alors la rémunération du maître d'œuvre sera augmentée par application du taux de base prévu au marché sur le coût prévisionnel des travaux supplémentaires. Cette augmentation sera considérée comme une clause de réexamen au sens de l'article R2194 du code de la commande public.

7.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :
$$C_n = (ING(d-3) / ING(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
APS	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
AOR	Avant la levée des réserves	65.0
	Après la levée des réserves	15.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0

9.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

- DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE EDIFLEX :

EDIFLEX est une plateforme de traitement des factures dématérialisées en lien direct avec CHORUS PRO, qui prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur **CHORUS PRO** mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme, à cet effet, une convention d'interchange sera signée entre les parties.

L'accès à la plateforme EDIFLEX est pris en charge sur le budget d'investissement de la Direction Interrégionale.

Afin que les factures déposées sur EDIFLEX basculent bien sur CHORUS PRO, il est nécessaire de créer un compte sur CHORUS PRO et de le paramétrer selon les indications suivantes :

- Indiquer dans le profil Chorus Pro, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lyon « FAC0000069 » ;
- le module Facture de Travaux ne s'affiche pas par défaut, il faut l'ajouter en créant un « espace » ;
- création d'un identifiant technique pour que CHORUS PRO puisse établir le lien avec EDIFLEX ;

Le service facturier Auvergne Rhône Alpes est la DRFIP, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lyon est le « **FAC0000069** ».

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur le portail CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation EDIFLEX, les factures basculeront automatiquement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Engagement du maître d'œuvre

10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 7 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 14 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3,0 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 20,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
APS	Avant-projet sommaire	3 semaines	2
APD	Avant-projet définitif	2 semaines	2
PRO	Etudes de projet	2 semaines	2
DCE	Dossier de consultation des entreprises	1 semaine	2
EXE1	EXE partielle (Planning DPGF)	1 semaine	3

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	2 semaines	2
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	2

Pour les DOE, voir détail en annexe du CCAP.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'oeuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
APS	Avant-projet sommaire	2 semaines
APD	Avant-projet définitif	2 semaines
PRO	Etudes de projet	2 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	1 semaine
EXE1	EXE partielle (Planning DPGF)	1 semaine
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	1 semaine
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du C.C.A.G.-P.I.

L'approbation tacite d'un livrable ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission qui suit.

11.2 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,0/3000 du montant du marché.

11.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, le décompte général.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro via EDIFLEX.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

11.4 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

11.5 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

11.6 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie au chapitre 5 du CCAG-PI.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
APS	1,0/3000
APD	1,0/3000
PRO	1,0/3000
DCE	1,0/3000
EXE1	1,0/3000
VISA	1,0/3000
DOE	1,0/3000

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions	Forfaitaire	100,00 €	pour toute absence non justifiée à des réunions où sa présence est prévue conformément au CCTP.
Tout autre manquement aux dispositions contractuelles	Forfaitaire	50,00 €	sur simple constatation du maître d'ouvrage

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles

Le Directeur Interrégional des Services
Pénitentiaires de Lyon

Le 11/01/2021

Lu et approuvé (signature)